

# CPIA Detailed Report

## Pays: Chad

Année de l'exercice: CPIA Exercise 2023

Currency: Central African CFA Franc (XAF)

Ville: N'Djamena

Groupe de revenu: Low income

Catégorie de prêt: IDA

**Score CPIA final: 3.289**

## (A) Economic Management

Score du cluster: 3.833

### 01. Fiscal Policy

Score du critère: 4

#### 1. Fiscal Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 à l'origine d'une tension sur les cours internationaux du pétrole, a placé le Tchad dans une position budgétaire inédite. En effet, la relance de la production

pétrolière, un moment suspendue en raison de l'avènement de la COVID 19, couplée à la hausse des prix du pétrole ont entraîné des excédents budgétaires en 2022, 2023 et 2024 (source ECST-BAD). Cette bonne tenue budgétaire intervient dans le contexte d'un nouveau programme de facilité élargie de crédit (FEC) du FMI approuvé en décembre 2021. En décembre 2022, le FMI a conclu les première et deuxième revues de la facilité élargie de crédit (FEC) avec un décaissement de 149,3 millions USD. En 2023 et 2024, le solde budgétaire est projeté positif à 6,1% et 5,3% du PIB, en raison de l'embellie des cours du pétrole, contre un excédent de 0,5% en 2022. Il faut également relever que la consolidation budgétaire au Tchad a été également soutenue par la deuxième négociation de la dette Glencore en novembre 2022, après une première négociation en février 2018. Aussi, il est important de noter que la politique budgétaire a été très marquée par une gestion rigoureuse de la masse salariale, maintenue à moins de 9% du PIB, selon le FMI. Le Tchad a tiré les leçons du récent passé après le retournement des prix du pétrole entre 2014 et 2016 qui avait plongé le pays dans une crise budgétaire sans précédent.

Toutefois, il faut noter que la gestion d'importants excédents budgétaires a été à l'origine de difficultés dans les discussions avec le FMI qui exige une Loi de finances rectificative pas encore mise en œuvre par le gouvernement.

En raison des tendances sur les marchés internationaux du pétrole, les perspectives de croissance sont bonnes avec des taux de croissance économique positifs à 3,6% en 2023 et 3,7% en 2024.

Toutes les données ECST ont été données dans le texte sont même la base de ce développement. Matière d'endettement, le Tchad après deux négociations de la dette Glencore, a été l'un des premiers pays à bénéficier de l'ISSD pour plus de 100 millions de dollars US. Selon le FMI, le profil de la dette extérieure est attendu "modéré" à l'horizon 2024. Selon ECST, le budget est projeté excédentaire en 2023 et 2024 (6,1% et 5,3%). Toutes les projections internationales annoncent un prix élevé du pétrole à moyen terme, entretenu par la crise au Moyen-Orient et la guerre Russie-Ukraine.

En 2022, l'encours de la dette publique est évalué à 1 922,1 milliards de FCFA, soit 20,5% du PIB au 31 décembre 2022 contre 2 244,7 milliards de FCFA en 2021. Il est composé de 53% de la dette extérieure et de 47% de la dette intérieure. Au niveau de l'encours de la dette extérieure composé de la dette bilatérale et multilatérale, il s'établit à 1 018,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2022 contre 1 222,5 milliards de FCFA en 2021, traduisant ainsi une baisse de 16,7% par rapport à 2021. En pourcentage du PIB, il est 15,9 % en 2021 et 10,8% en 2022. L'encours de la dette intérieure quant à lui, constitué de la dette conventionnée et non conventionnée s'élève à 903,8 milliards de FCFA en 2022 contre 1 022,2 milliards de FCFA en 2021, soit une baisse de 11,6%. En pourcentage du PIB, il est de 13,3% en 2021 et de 9,6% en 2022.

Taux de croissance du PIB : 2022 (2,4%), 2023 (3,6%) et 2024 (3,7%)

Inflation (2022 (5,3%), 2023 (3,5%) et 2024 (3,2%))

Solde budgétaire en % du PIB (2022 (0,5%), 2023 (6,1%) et 2024 (5,3%))

Solde du compte courant en % du PIB (2022 (0,5%), 2023 (-1,2%) et 2023 (-4,4%).

## 02. Monetary Policy

Score du critère: 4

### 2. Monetary Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

**Le Tchad est membre de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (CEMAC) et partage avec les pays membres le franc CFA arrimé à l'Euro, avec un taux de change fixe.** La Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) gère la politique monétaire, et a pour objectif principal la stabilité des prix. En réponse aux chocs extérieurs (fluctuation des cours du pétrole, COVID-19, Invasion Russie-Ukraine) et l'inflation mondiale, la BEAC a mené une politique monétaire restrictive dans les Etats membres. Ainsi, les deux principaux instruments d'orientation de politique monétaire, le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) et le taux de la facilité de prêt marginal (TFPM) sont respectivement passés de 2,45% en 2015 à 4% en mars 2022 et de 6% en 2018 à 5,75% en mars 2022. Les taux de la facilité de dépôt sont quasiment stables à 0,00%, ainsi que les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme. L'inflation au Tchad a été en moyenne de 2,0% la période 2015-2022, en dessous du seuil communautaire de 3%. Cependant, ce seuil a été franchi en 2015 (4,8%), 2018 (4%), 2020 (4,5%), et en 2022 (5,3%), principalement alimentée par les prix des denrées alimentaires. Pour 2023 et 2024, elle est projetée en moyenne à 3,6%.

Avec l'appartenance à la zone monétaire CEMAC et sur politique budgétaire axée sur la restriction de la demande intérieure, le maintien de la note est justifié. la hausse récente du taux d'inflation est mondiale et la BEAC a mis en oeuvre la politique monétaire adéquate pour l'ensemble de la zone.

## 03. Debt Policy

Score du critère: 3.5

### 3. Debt Policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

#### Notes du pays:

Selon l'analyse de viabilité de la dette réalisée par le FMI (01/2023), le Tchad est classé « pays à risque d'endettement élevé » en raison notamment d'un ratio élevé du service de dette extérieure rapporté aux recettes fiscales (supérieur à 14%). Sur la période 2015-2022, en moyenne, le ratio de la dette publique a été de 46,8% du PIB, dont 21,9% de dette intérieure et 24,8% de dette extérieure. A noter qu'en 2022, le poids de la dette intérieure (26,6%) a dépassé celui de la dette extérieure (23,8%). Enfin, le Tchad a été l'un des premiers pays à bénéficier de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) mise en place en 2021 par les pays du G20 pour faire face à la crise de la COVID-19, pour un montant de 102,1 millions USD. En novembre 2022, la dette commerciale Glencore a fait l'objet d'une deuxième renégociation, après celle de février 2018. Pour rappel, le Tchad a atteint, en 2015, le point d'achèvement de l'initiative PPTTE, ramenant l'encours de la dette extérieure de 17% à 12% du PIB.

A la faveur de la deuxième renégociation de la dette Glencore de novembre 2022 et du renchérissement des cours du pétrole, le Tchad devrait retrouver, toujours selon le FMI, le statut de pays à risque de surendettement modéré en 2024. Sur le plan institutionnel, il faut noter l'existence d'une Commission nationale de la Dette (CONAD) et d'une Équipe technique d'analyse de la viabilité de la dette (ETAVID). Aussi la Loi de finances 2023 comporte une annexe sur le financement du déficit, ce qui renforce le contrôle parlementaire de l'endettement.

En réalité, malgré l'existence d'une direction de la dette, d'un comité chargé de la gestion de la dette, la dette glencore n'a pas suivi les mécanismes institutionnels mis en place. Le pouvoir discrétionnaire du défunt Chef de l'Etat et de ses proches a été à l'origine de tous les problèmes liés à cette dette commerciale. Heureusement à la faveur de la crise, tous les mécanismes ont été réhabilités avec une forte implication du Trésor et de la Banque centrale.

## (B) Structural Policy

Score du cluster: 3.111

## 04. Policies and Institutions for Economic Cooperation, RI and Trade

Score du critère: 3

### 4.a. Regional Integration and Economic Cooperation

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

**Au regard de sa situation géographique enclavée, le Tchad a placé l'intégration régionale au cœur même de sa politique de développement. C'est ainsi que le pays s'est inscrit dans cette dynamique d'un marché continental unique en signant le texte de la ZLECAF lors du sommet extraordinaire le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda. Et le 29 juin 2018, le Parlement du Tchad a adopté la loi N° 013/PR/2018 autorisant le Président de la République à ratifier l'accord. Le 2 juillet 2018 a eu lieu le dépôt des instruments de ratification auprès de l'Union Africaine.**

**Le Tchad est membre de la CEMAC, de la CEEAC et de la CENSAD, ainsi que de l'OMC depuis le 19 octobre 1996.** Comme la CEMAC, la CEEAC dispose d'un régime tarifaire préférentiel, d'un régime de transit, et de règles d'origine propres. Les tarifs douaniers à l'importation au Tchad, fondés sur le Tarif extérieur commun (TEC) de la CEMAC, sont en général trop élevés pour soutenir la diversification économique, 18% en moyenne et 34% pour la majorité des produits de consommation. En outre, les autres droits et taxes non communautaires perçus à la frontière augmentent la charge fiscale de 7% à 10%. Au niveau continental, le Tchad a déposé auprès de l'UA, le 2 juillet 2018, l'instrument de ratification de l'Accord portant création de la ZLECAF. Le Tchad reste faiblement intégré aux autres pays africains. Cette faible performance du Tchad en matière d'intégration régionale est due en grande partie à sa faible intégration sur le plan infrastructurel et productif. Pour ces raisons, les opérations régionales dominent largement le portefeuille actif de la Banque au Tchad avec 20 opérations régionales sur un total de 34 opérations à la date du 31 mai 2023.

N'oubliez jamais que nous sommes dans un contexte d'Etat fragile où l'accès à l'information n'est pas aisé. par ailleurs, certaines données n'existent pas au Tchad comme le taux de ratification des accords.

Le Tchad est classé au 6 rang mondial / 180 pays classés des pays qui ont les droits à l'importation moyens pondérés appliqués à tous les produits les plus élevés avec un taux moyen de 16,36%

([https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_pays\\_class%C3%A9s\\_selon\\_leurs\\_tarifs\\_douaniers](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_class%C3%A9s_selon_leurs_tarifs_douaniers))

#### 4.b. Trade restrictiveness

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

##### Notes du pays:

Le Tchad est un pays relativement ouvert au commerce extérieur, qui représentait 83 % du PIB en 2021 (Banque mondiale, dernières données disponibles). Cependant, le Tchad reste plutôt fermé aux importations, avec des droits de douane de 15,1% en moyenne. Le Tchad a adopté les tarifs extérieurs communs de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté des États du Sahel et du Sahara (CEN-SAD). Elle est également membre de l'OMC depuis 1996. Malgré le libre-échange entre les pays de la CEMAC, les échanges au sein de la zone sont faibles en raison des barrières non tarifaires.

Le Tchad dépend très fortement de ses échanges commerciaux avec les pays voisins et le reste du monde. Dans le cadre de l'Union douanière au sein de la CEMAC, il existe un tarif extérieur commun, qui classe les produits en quatre catégories avec les taux suivants : 1ère catégorie : matières premières et produits de première nécessité : 5% 2ème catégorie : biens d'équipement : 10% 3ème catégorie : biens intermédiaires : 20 % 4ème catégorie : biens de consommation courante : 30% En plus du tarif extérieur commun, les produits importés sont soumis à une TVA (Taxe sur Valeur Ajoutée) de 18%. Dans le dernier classement disponible de "Global competitiveness index 2022" le Tchad se retrouve avec au 133ème rang mondial.

pas de souci. la formulation est un élément subjectif

#### 4.c. Customs/trade facilitation

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0

Score final	3.0
-------------	-----

### Notes du pays:

L'administration douanière tchadienne bénéficie d'une mauvaise image auprès des importateurs. Pays enclavé, les services de douanes occupent une position stratégique dans la structure administrative tchadienne. En effet, cette administration est gangrénée par la corruption et son incapacité à mieux collecter les recettes douanières. La douane (véhicules à Scanners de conteneurs) et de l'organisation mondiale des douanes (logiciels Sydonia ++). Le Tchad s'est doté d'un guichet unique du commerce extérieur. En décembre 2020, l'Administration des douanes a organisé un atelier axé sur la dernière version du Système Harmonisé (SH) des tarifs au sein de la CEMAC et l'optimisation du processus par lequel le tarif national est migré vers les nouvelles versions du SH. A la suite de l'atelier, la douane tchadienne a officiellement notifié au Secrétariat de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) la mise en œuvre de la dernière version du SH, achevant ainsi avec succès la procédure de migration du tarif national vers la version SH 2017 du TEC CEMAC. Le Programme UE-OMD sur le SH en Afrique et le Secrétariat de la CEMAC continueront à soutenir les États membres de la CEMAC en renforçant leurs capacités et en améliorant leur infrastructure tarifaire.

Le Tchad éprouve des difficultés à appliquer les dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'Article VII du GATT de 1994 ("Accord sur l'évaluation en douane").<sup>10</sup> Il maintient toujours des valeurs minimales (sur une multitude de produits), sans avoir émis de réserve au titre du paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane. Toutefois, la politique et les pratiques commerciales du Tchad sont, dans une large mesure, déterminées par son appartenance à la CEMAC, bien que toutes les dispositions communautaires n'aient pas encore été transposées dans la législation nationale.

Pour mémoire le Tchad est classé au 167ème rang / 180 pays de l'indice de transparency international 2022 avec un score de 19/100.

## 05. Financial Sector Development

Score du critère: 3.167

### 5.a. Financial stability

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

### Notes du pays:

Le secteur financier tchadien se heurte à de nombreux obstacles qui freinent son expansion et son rôle d'intermédiation financière. Il est dominé par les banques et les assurances. Le Tchad partage un marché financier avec ses pairs de la CEMAC, géré par la BVMAC (Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale) et régulé par la COSUMAF (Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale). Le marché boursier est embryonnaire et se limite principalement à l'émission et à l'échange des titres obligataires. Quant au secteur bancaire, à fin 2021, il était constitué de dix (10) banques et deux compagnies d'assurances. Le total des bilans du système bancaire était d'environ 21% du PIB en 2020, le pays compte moins d'une agence tous les 1 000 km et seulement 8,8% de la population disposent d'un compte bancaire (25% en moyenne en Afrique subsaharienne) et seuls 3,9% de la population adulte ont accès au crédit. Selon la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), le secteur de la microfinance au Tchad comptait, au 30 juin 2021, 205 Établissements de microfinance (EMF), pour 68 agences dans 19 provinces sur les 23. En lien avec la baisse des prix du pétrole et la récession économique au Tchad sur la période 2016-2017, le taux brut des créances en souffrance était de 31,4% en 2018, 26,3% en 2019 et 27,9% en 2020. Parallèlement, les taux de provisionnement sont passés de 53% en 2018 à 57,4% en 2019 et 61,1% en 2020.

Récemment le Ministre des finances a instruit aux Banques de ne plus accorder d'avances de financement aux organismes publics et parapublics. Cette pratique a beaucoup affaibli les banques à capitaux nationaux.

### 5.b. Sector's efficiency, depth, and resource mobilization strength

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

### Notes du pays:

Au Tchad le secteur bancaire concerne moins de 10% de la population âgée de plus de 15 ans. La concentration dans les grands centres urbains et principalement Ndjamena limite le taux de couverture bancaire. Le faible développement du secteur des assurances et de la microfinance se traduit par sous-développement du secteur financier. Le marché des capitaux est embryonnaire alors que le Tchad est membre de la CEMAC, et bénéficie de facto des marchés régionaux de capitaux. La supervision financière est assurée dans le cadre de la Commission bancaire de la CEMAC, ce qui garantit la qualité de la supervision. Les actifs bancaires représentent moins de 20% du PIB et moins de 10% des actifs bancaires de la CEMAC alors que l'économie tchadienne représente 15% du PIB de la Communauté. Quant au secteur de la microfinance, il est très affecté par l'état de pauvreté du pays et les mouvements

de populations qui représentent un risque élevé.

Par ailleurs, en dépit d'un développement remarquable au Tchad des services financiers numériques, les données de l'observatoire des marchés des télécommunication relèvent que sur 8 687 151 abonnés au GSM, seulement 176 798 sont utilisateurs de Mobile Money, soit un taux de 2, 04 %. « *Malgré les avantages que révèlent ces services financiers numériques, leur utilisation demeure relativement faible comparativement aux autres pays de la région africaine.*

### 5.c. Access to financial services

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Au Tchad le secteur bancaire concerne moins de 10% de la population âgée de plus de 15 ans. La concentration dans les grands centres urbains et principalement Ndjamena limite le taux de couverture bancaire. Le faible développement du secteur des assurances et de la microfinance se traduit par sous-développement du secteur financier. Le marché des capitaux est embryonnaire alors que le Tchad est membre de la CEMAC, et bénéficie de facto des marchés régionaux de capitaux. La supervision financière est assurée dans le cadre de la Commission bancaire de la CEMAC, ce qui garantit la qualité de la supervision. Les actifs bancaires représentent moins de 20% du PIB et moins de 10% des actifs bancaires de la CEMAC alors que l'économie tchadienne représente 15% du PIB de la Communauté. Quant au secteur de la microfinance, il est très affecté par l'état de pauvreté du pays et les mouvements de populations qui représentent un risque élevé.

Par ailleurs, en dépit d'un développement remarquable au Tchad des services financiers numériques, les données de l'observatoire des marchés des télécommunication relèvent que sur 8 687 151 abonnés au GSM, seulement 176 798 sont utilisateurs de Mobile Money, soit un taux de 2, 04 %. « *Malgré les avantages que révèlent ces services financiers numériques, leur utilisation demeure relativement faible comparativement aux autres pays de la région africaine.*

## 06. Business Regulatory Environment

Score du critère: 3.167

## 6.a. Regulations affecting entry, exit, and competition

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

### Notes du pays:

Le secteur privé tchadien est majoritairement informel, et largement dominé par les microentreprises, PME et PMI. Sa contribution à la croissance économique est estimée à 4,73% en 2021 contre 7,01% en 2020. Il est composé de 30 761 unités économiques, dont près de la moitié (49,7%) sont concentrées dans la ville de N'Djaména. Il convient de noter que le climat des affaires a connu une amélioration, en termes de réformes, au rang desquelles on peut citer : la réorganisation du Guichet unique de création d'entreprise de l'Agence nationale d'investissement et d'exportation (ANIE) ; l'adoption de la loi N°043/PR/2014 relative à la concurrence ; la révision du Code de procédure civile pour améliorer les procédures et les pratiques en matière de justice commerciale ; la révision du Code de travail visant à réduire des délais d'examen des contrats de travail et du règlement intérieur des entreprises ; la signature du décret présidentiel portant réglementation des actes d'urbanisme ; et l'opérationnalisation du Partenariat Public-Privé (PPP) mis en place par ordonnance 006/PR/2017. Par ailleurs, pour renforcer le dialogue public-privé, il a été créé en mai 2019 le Haut Conseil Présidentiel pour le Climat des Affaires, dont les membres ont été installés en février 2020. Toutefois, l'accès au financement, les pratiques agressives de l'administration fiscale et le déficit d'infrastructures (énergie et transport) demeurent des défis à relever. Aussi l'accès au financement reste un défi majeur pour le secteur privé national. Cette problématique est au cœur du dialogue avec la Banque dans l'extension de la stratégie à la période 2023-2025.

## 6.b. Regulations of ongoing business operations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0

Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Depuis l'indépendance le Tchad ne s'est jamais doté d'un Code de commerce adapté au temps et au contexte sociologique tchadien. Son appartenance aux organisations internationales ayant pour objectif de libéraliser les échanges et d'harmoniser les règles commerciales, comme l'Organisation Mondiale du Commerce et l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, l'invite à une harmonisation et une modernisation de ses textes de droit commercial. Ces organisations font peser sur les Etats membres une obligation de conformité des législations internes aux règles multilatérales. Aujourd'hui en dehors d'autres traités bilatéraux et multilatéraux commerciaux en vigueur au Tchad, le Traité OHADA et ses Actes uniformes sont les principaux textes devant régir le commerce dans ce pays. Les normes en vigueur se révélant inadaptées aux réalités locales, il y a de plus en plus d'activités commerciales qui se développent en marge de la loi et qui sont en forte concurrence avec le système formel.

Rappelons que le Tchad dispose d'une Stratégie nationale du Commerce mais l'activité commerciale reste alignée sur les textes communautaires (CEMAC) sur le Commerce régissent l'activité commerciale au Tchad comme la « Réglementation des pratiques commerciales anticoncurrentielles » Règlement n°1/99/UEAC-CM-639 du 25 juin 1999 et les dispositions de l'Acte uniforme du Traité de l'OHADA (chapitre II 3). Une ordonnance de 1984 définit les conditions d'exercice des activités commerciales pour les nationaux et les étrangers. La délivrance de la carte de commerçant étranger est automatique pour les ressortissants de pays avec lesquels le Tchad a signé des "Conventions d'établissement". Il n'y a aucune activité commerciale réservée exclusivement aux nationaux. **Dans le dernier classement de Economic freedom de 2023, le Tchad se classe a un score de 53/100, se rapprochant ainsi de son meilleur score réalisé en 2003 avec 50/100.**

#### 6.c. Regulations of factor markets (labor and land)

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Le code du travail est régi par la Loi n ° 38/PR/96 du 11 décembre 1996 portant création du Code du Travail qui régit les relations entre employeurs et travailleurs résultant de contrats de travail. Il préserve les intérêts essentiels du travailleur (droits syndicaux, le contrat de travail, l'hygiène et la sécurité. Ce code

a été complété par le Décret n° 11-055 PR/PM/MFPT du 21 janvier 2011 portant relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et du salaire minimum agricole garanti (SMAG). Par ce décret le gouvernement a relevé le 21 janvier 2011, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) des travailleurs de 28 275 à 60 000 FCFA environ, soit une augmentation de 31 725 FCFA. Tous les travailleurs, à l'exception de ceux du secteur agricole et assimilés régis par le salaire minimum agricole garanti (SMAG), sont concernés par cette mesure, souligne ce texte. Les agents de l'Etat, de PME et PMI, les employés du secteur informel : les domestiques, les employés d'ateliers de couture, de salons de coiffure, de bars, les plantons, les chauffeurs et autres, sont concernés. Malheureusement force est de constater que ce Décret a renforcé le travail précaire dans un contexte de retournement de conjoncture avec la baisse des cours du pétrole. De nombreux travailleurs ne sont plus déclarés par les employeurs et donc n'ont plus accès aux droits sociaux (sécurité sociale).

Le Tchad a ratifié de nombreuses conventions internationales relatives au travail, notamment : la Convention n° 87 concernant la liberté d'association et la protection du droit syndical ; la Convention n° 98 concernant le droit d'organisation et de négociation collective, la Convention n° 100 (Convention sur l'égalité de rémunération, la Convention n° 111 (Convention concernant la discrimination (emploi et la profession), la Convention n° 138 (Convention sur l'âge minimum, 1973), la Convention n° 182 (Conventions concernant les pires formes de travail des enfants, la Convention n° 29 (Convention sur le travail forcé, 1930) et la Convention n° 105 (Convention sur l'abolition du travail forcé.

Pour ce qui du code foncier, le Tchad a entrepris l'élaboration d'un code foncier, soutenue par la Banque. Malheureusement, ce processus est toujours en cours, la première monture ayan été rejetée par le parlement pour relecture.

## (C) Policies for Social Inclusion/Equity

Score du cluster: 3.213

### 07. Gender Equality

Score du critère: 2.833

#### 7.a. Promotion of equal access for men and women to human capital development opportunities

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5

Score final	2.5
-------------	-----

### Notes du pays:

Le cadre légal tchadien reste cependant propice à la promotion de l'égalité entre l'homme et la femme. Il s'appuie sur la Constitution de la République de 1996 révisée en 2005, qui garantit l'égalité de sexe (articles 13 et 14). Le code pénal révisé en 2017 punit, à travers ses articles 318, 341 et 368, toutes les violences faites aux femmes, de l'atteinte à l'intégrité de l'organe génital féminin, au mariage forcé en passant par le harcèlement sexuel. En outre, le code de travail de 1996 en son article 246 stipule que « tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les salariés, quels que soient leur origine, leur nationalité, leur sexe et leur âge ». L'Ordonnance N°12/PR/2018 a institué une parité entre les hommes et les femmes dans les fonctions nominatives et électives. Le quota obligatoire à accorder aux femmes dans les fonctions nominatives pour un début, est d'au moins 30%. Ce pourcentage, actuellement mis en application par le gouvernement, devrait évoluer pour atteindre 45% en 2030. Le gouvernement actuel de transition compte 21,4% de femmes. Au niveau du Conseil national de transition, les femmes représentent 33% sur les 93 conseillers nationaux.

Aussi le gouvernement multiplie les activités de sensibilisation des populations autour des questions genre. C'est ainsi qu'en aout 2023, a été organisé un atelier de renforcement des capacités des agents de service de son Centre d'écoute en matière d'accompagnement psychosocial et de suivi judiciaire des cas des violences basées sur le genre (VBG).

Il s'agit spécifiquement de :

- Expliquer aux agents de services du Centre d'Ecoute les fondamentaux dans le domaine d'accompagnement psychosocial et juridique des VBG ;
- Examiner les textes internationaux, régionaux et nationaux relatifs aux VBG et identifier les bonnes pratiques en matière d'accompagnement des survivant/e/s de VBG au Tchad ;
- Formuler des recommandations pour un meilleur accompagnement psychosocial de l'aide juridique et le suivi judiciaire des dossiers des survivant/e/s de VBG au Tchad.

Le gouvernement tchadien a organisé de nombreuses sessions de formation pour former les agents publicset les citoyens au Genre. la dernière session date d'aout 2023. Des initiatives spéciales sont entreprises pour favoriser la scolarisation des filles et l'accès des femmes aux moyens financiers (Exemple du projet de microfinance de la Banque)

### 7.b. Promotion of equal access for men and women to productive and economic resources

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0

Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

### Notes du pays:

L'éducation des filles est nécessaire pour un développement durable et un droit fondamental pour tous les enfants, filles et garçons. C'est le levier principal de l'autonomisation de la femme et contribue énormément à la capture du Dividende Démographique. D'après les données de l'Annuaire statistique scolaire 2019-2020 du ministère de l'Education nationale et de la promotion civique (MENPC), la moyenne nationale du taux de scolarisation des filles est de 80,4% contre 113,89% pour les garçons. Beaucoup de provinces ont des taux de scolarité des filles les plus faibles au Tchad, comme le Borkou (18,8%), l'Ennedi Ouest (24,6%), l'Ennedi Est (46,6%), le Bahr-El-Ghazal (30,2%), le Hadjer-Lamis (32,7%), le Batha (34%) et le Wadi-Fira (40%). Les taux de scolarisation des filles les plus élevés sont enregistrés dans les provinces de la Ville de N'Djamena (131,6%), le Logone Occidental (126,1%), le Mandoul (118,4%), le Mayo-Kebbi Ouest (114,7%), le Moyen-Chari (112,2%), le Logone Oriental (104,8%), le Tandjilé (99,1%) et le Tibesti (75,8%).

Sur le plan santé, les indicateurs du Tchad sont parmi les plus bas du continent. Parmi les naissances ayant eu lieu au cours des cinq années ayant précédé l'enquête, près de huit sur dix (77 %) ont eu lieu à la maison. Le taux de mortalité maternelle est estimé à 860 décès pour 100 000 naissances vivantes pour les sept années précédant l'EDS-MICS 2014?2015.

Face au défi de l'inégalité de genre, le gouvernement a entrepris de nombreuses actions, dont la plus célèbre est l'adoption de la loi n°029/PR/2015 sur l'interdiction du mariage des enfants qui a été signée et promulguée par l'ancien président de la république du Tchad le 21 juillet 2015. Malgré tous ces efforts consentis par les uns et les autres, la question de la déscolarisation de la fille continue à figurer au centre des débats éducatifs.

La Banque a intégré ce défi dans ses opérations avec le projet d'éducation pour les femmes et filles, le projet de microfinance en soutien aux femmes et jeunes et la prise en compte du genre dans toutes les opérations comme le projet viande et lait.

### 7.c. Men and women equal status and protection under the law

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

### Notes du pays:

La vie juridique et socioéconomique de la femme tchadienne est régie tantôt par les lois coutumières, tantôt par les lois religieuses et le droit moderne. La société tchadienne est de type patriarcal et accorde plus de valeur aux garçons et aux hommes qu'aux filles et femmes qui sont marginalisées dès la petite enfance. Le droit tchadien consacre l'égalité de sexe. La Constitution du Tchad qui réaffirme les principes fondamentaux des droits de l'homme tels consacrés dans les textes universels mentionne clairement l'égalité des sexes dans ses articles 13 et 14. Pour mettre fin au mariage précoce des jeunes filles, un phénomène très répandu au Tchad, le gouvernement a pris des mesures fortes. L'ordonnance no. 006 / PR / 2015 portant interdiction du mariage d'enfants au Tchad fixe l'âge minimum du mariage à 18 ans, et établit une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans et une amende de 500 000 à 5 000 000 francs pour toute Personne qui contraint par quelque moyen que ce soit, une personne mineure au mariage. La loi no. 029 / PR / 2015 sur l'interdiction du mariage des enfants a été signée et promulguée par le Président de la République du Tchad le 21 juillet 2015. Pour rappel, le mariage constitue plus de 84% la raison majeure de l'abandon scolaire des filles. Il existe une forte disparité entre filles et garçons en ce qui concerne l'accès à l'éducation. Par ailleurs, il faut noter que le Tchad ne dispose pas de à ce jour de code de famille. En l'absence de Code de la famille, les droits coutumiers et religieux s'appliquent encore à la vie familiale (autorité parentale, héritage etc.), notamment dans le nord du pays. De plus, plusieurs dispositions statutaires demeurent discriminatoires, notamment dans le domaine de la famille. Par exemple : – Le Code civil français de 1958, toujours en vigueur au Tchad, dispose dans son article 144, l'âge légal du mariage à 15 ans pour les filles (18 ans pour les garçons). Le Code pénal de 1967 en qualifiant de viol tout mariage coutumier consommé avant que la fille ait atteint l'âge de 13 ans, reconnaît de facto cet âge comme âge légal de mariage (art. 277). – Selon l'article 289 -2 du Code pénal le consentement de la fille au mariage n'est pas requis. – Selon l'ordonnance n°3 INT du 02 Juin 1961 réglementant l'état civil, la dot est une condition de mariage et la polygamie est autorisée. Lorsqu'un mari prend une seconde épouse, la première est en droit de demander la dissolution de son mariage. Néanmoins, elle doit rembourser sa dot et les autres dépenses liées au mariage. Cependant, la Politique nationale en Genre a été adoptée en 2017. Pour le gouvernement tchadien, la vision de la Politique Nationale de Genre (PNG) est celle de débarrasser le pays, d'ici 2030, de toutes formes d'inégalités et d'iniquités de genre, de toutes formes de violence. Et aussi, que les hommes et les femmes aient les mêmes chances d'accès et de contrôle des ressources et participent de façon équitable dans les instances de prises de décisions en vue d'un développement durable. C'est dans ce cadre que le Conseil ordinaire des ministres tenu, jeudi 28 septembre 2017 a examiné et approuvé un projet de décret portant adoption de la Politique National Genre. Les orientations stratégiques de la PNG visent à : (i) intégrer systématiquement la dimension genre dans les systèmes de planification, de budgétisation, de mise en œuvre et de suivi/évaluation des stratégies, politiques et programmes de développement à tous les niveaux ; (ii) développer une stratégie de communication pour le changement des mentalités et des comportements ; (iii) favoriser l'accès égal et équitable aux services sociaux de base, aux sphères de décisions. Aussi, ces orientations visent la promotion des droits humains dans la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) en mettant l'accent particulier sur l'autonomisation des femmes. Le projet de décret sur la Politique nationale de genre offre trois mécanismes de suivi pour sa mise en œuvre : (i) une coordination nationale de la PNG, (ii) une cellule de communication, et (iii) l'observatoire de l'égalité et de la promotion de Genre. Ce projet de décret manifeste la volonté de l'Etat tchadien de créer un environnement socio-économique et culturel favorable pour que les différents acteurs aient une vision claire et une démarche concertée en vue d'assurer la pleine participation des femmes dans le développement durable du Tchad », précise le gouvernement. Le Tchad a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en 1995, l'Etat n'a ratifié ni le Protocole facultatif à la CEDAW, ni le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo).

En 2019, l'application sévère de la loi contre les violences faites aux Femmes a conduit des très hautes personnalités en prison. Cela a contribué à une prise de conscience des hommes.

## 08. Equity of Public Resource Use

Score du critère: 3.667

### 8.a. Poverty Measurement

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

Selon la Banque mondiale, le Tchad a accompli des progrès en matière de réduction de la pauvreté, passant de 47 % de sa population en 2011 à 42 % en 2018

Les inégalités persistent dans le pays, qui affiche un indice de Gini de 33,4. L'écart de consommation entre les 20 % les plus riches de la population et les 20 % les plus pauvres est très important. La consommation des Tchadiens les plus riches représente environ 42 % de la consommation totale, contre 8 % pour les 20 % les plus pauvres. De même, les données montrent que le rapport inter-déciles P90/P10 est de 4,3 – ce qui signifie qu'au Tchad la consommation des 10 % les plus riches est plus de 4 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres. Les inégalités de revenus varient considérablement d'une région à l'autre, avec une valeur maximale de 36,1 dans le Logone Oriental et une valeur minimale de 27,2 dans le Hadjer-Lamis. Le niveau des inégalités à Ndjamena (33,6) correspond au niveau national.

Plus de six millions de Tchadiens sont pauvres. Selon la dernière enquête sur la consommation des ménages et le Secteur informel du Tchad (ECOSIT4) (2018-2019), environ 42 % des Tchadiens, soit 6,5 millions de personnes, dont 3,4 millions de femmes et 3,1 millions d'hommes, vivent en dessous du seuil national de pauvreté de 242 094 francs CFA par an ou 663 francs CFA par jour.<sup>9</sup> Environ 15 % de la population (soit 2,4 millions de personnes) sont en situation d'extrême pauvreté, c'est-à-dire n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins nutritionnels de base de 2 300 kilocalories par jour. En utilisant le seuil de pauvreté international de 1,9 dollar EU par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2011), les données montrent que 33,7 % de la population sont en situation d'extrême pauvreté.

### 8.b. Public Expenditures: Priorities and strategies

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

Dans le passé, le poids de la masse salariale avait sérieusement limité la marge budgétaire du gouvernement pour supporter les priorités et stratégies du gouvernement, largement supportées par les financements extérieurs. A la faveur du retour à un budget excédentaire, dans un contexte de programme économique et financier du FMI, le gouvernement est revenu à une orthodoxie budgétaire. En effet, la loi de finances 2023, dans sa note explicative adressée au Conseil national de transition (organe législatif) dit clairement que le budget apporte des solutions aux préoccupations des populations en matière de lutte contre les inondations fluviales et pluviales, le développement local, l'aménagement du territoire, l'urbanisation et le désenclavement en toute saison. Ainsi le budget prévoit le financement de nombreux projets routiers vitaux pour le mouvement des personnes et des biens tant à l'intérieur du pays qu'avec le voisin camerounais. Le projet de budget prévoit également la construction de centrales solaires dans toutes les principales villes et provinces du pays pour répondre à l'énorme déficit d'électricité qui pénalise le secteur production et les ménages. Par ailleurs, le budget accorde d'importantes ressources aux secteurs agricoles très fragiles pour une amélioration de la sécurité alimentaire. Comparé au passé, la loi de finances 2023 cible de manière plus efficace les priorités du gouvernement qui sont essentiellement, les routes et transports, l'énergie, le secteur agricole, l'amélioration des conditions de vie des tchadiens.

### 8.c. Regressive Tax

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0

Score final

3.0

### Notes du pays:

Le dispositif fiscal tchadien prévoit des régimes d'imposition et un ensemble d'impôts et taxes auxquels sont soumis les contribuables (1) le Régime du Réel d'Imposition ; (2) le Régime Simplifié d'Imposition (RSI) ; et (3) le Régime de l'Impôt général libératoire (IGL).

Concernant les imports directs, ils sont progressifs notamment en ce qui concerne l'IRPP et l'IS (40%). La grande majorité de la main d'œuvre évoluant dans le secteur informel donc non déclaré, ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu (plus de 95% de la population). Quant à l'impôt indirect, principalement la TVA (taux unique de 18%) un certain nombre de secteurs sont exonérés comme le secteur agricole, les biens immobiliers, le secteur financier et le transport ; ainsi que les biens de première nécessité.

Concernant l'impôt sur les personnes physiques, il porte sur (1) les revenus issus d'activité salariée, y compris les rémunérations des dirigeants et quasiment tous les paiements en argent ou non, des allocations et des avantages résultant de l'emploi ; (2) les avantages en nature sont imposés dans la limite des taux définis. Le taux est progressif :

### Revenu Taxable

#### Au-dessus de FCFA

#### En dessous de XAF

#### Taux %

0

800

0

800,001

2,500,000

10

2,500,001

7,500,000

20

7,500,001

-

30

## 09. Building Human Resources

Score du critère: 2.667

### 9.a. Health and nutrition services

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

Selon la Banque mondiale, l'indice du capital humain pour le Tchad est de 0.30. Ce qui signifie qu'un enfant né aujourd'hui sera 70 % moins productif à l'âge adulte qu'un enfant ayant reçu une éducation de qualité et bénéficié de services de santé adaptés. Aussi le pays présente des indicateurs de développement humain parmi les plus bas du monde.

1. 44,2% de la population vit dans l'insécurité alimentaire et la malnutrition aigüe atteint le seuil critique de 15% dans la plupart des régions : près de 40% des enfants souffrent de la malnutrition chronique

2. L'espérance de vie à la naissance demeure faible : 52,9 ans en 2010
3. La mortalité maternelle est de 860 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2014
4. Le taux mortalité infantile est établi à 72 ‰ en 2014

la « densité d'établissements de soins » (nombre d'établissements pour 10 000 habitants) pour mesurer l'accès aux services de consultation externe : elle est de 0.96 établissements de santé pour 10 000 habitants, contre une norme OMS de 2 établissements pour 10 000 habitants ; « L'indice de disponibilité des services », calculé en utilisant les 3 indices (indice de la disponibilité de l'infrastructure sanitaire, indice de disponibilité du personnel et l'indice d'utilisation des services) est faible (10,20% au niveau national). Un des domaines prioritaires du PNS est le développement des Ressources humaines, matérielles, financières et infrastructurelles.

Le pays dispose d'un document de Politique nationale de santé 2016-2030. Également le gouvernement dispose d'un Plan stratégique national pour la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle du Tchad 2017-2019. Le Tchad a réalisé en 2019, le Sixième round de l'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS6-Tchad, 2019), dont les résultats ont été publiés en janvier 2021. Le gouvernement a placé au cœur du plan national de développement PND, l'amélioration des conditions de vie des tchadiens, pour répondre aux immenses besoins des populations en services publics

#### 9.b. Education, ECD, training and literacy programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

Les difficultés économiques des dernières années ont eu des retombées sur le secteur de l'éducation. L'accès à l'éducation et les performances observées atteignent un stade de stagnation, voire même une diminution. La qualité et l'efficacité du système d'éducation régressent, les infrastructures scolaires se dégradent à un rythme effréné et le personnel y met peu de vouloir et n'a pas les qualifications nécessaires. L'analphabétisme persiste, et les disparités de genre ne vont pas en s'améliorant. La situation est donc critique. Bien que le taux d'inscription aux études primaires soit assez élevé, soit de 86,85 %, seulement 41,32 % terminent leurs études primaires. Au Tchad le taux brut de scolarisation au primaire est de 72,5% (2018). La perte scolaire est très élevée ce qui donne un taux net de scolarité au secondaire 1er cycle de 11,6%. Le taux d'alphabétisations des plus de 15 ans est de 41,5%. L'analyse de la couverture scolaire montre d'importantes disparités entre les régions et le genre. Le taux brut de

scolarisation (TBS) par région se situe entre 21% (Ennedi Est) et 147,1% pour le Logone oriental. La ville de N'Djamena enregistre un TBS de 153%. Le même type de disparité est enregistré en matière l'accès. Les régions du Nord, particulièrement les régions du Borkou (TBA 54,7%), de l'Ennedi Est (TBA 14,9%) et de l'Ennedi Ouest (TBA 47,8%) connaissent d'importants problèmes d'accès et d'équité. Le Plan Intérimaire de l'Éducation du Tchad (PIET), qui couvre la période 2018-2020, vise à améliorer la qualité, les résultats d'apprentissage (temps d'apprentissage, affectation des enseignants, méthodes d'enseignement, réduction des taux de redoublements à tous les niveaux) ainsi que les taux d'achèvement, la réglementation et l'alignement de l'offre en formation professionnelle et technique aux besoins du marché du travail. En raison du coût élevé de l'éducation par enfant (21752 FCFA par an) ; ce sont les petites filles qui sont les plus victimes de la déperdition scolaire, une situation aggravée par le mariage précoce au Tchad (14 ans).

### 9.c. Prevention and treatment of HIV/AIDS, tuberculosis, and malaria

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Dans le contexte de la transition politique en depuis 2021, il n'y a pas de nouveau développement sur ce chapitre. En effet le paludisme reste la maladie la plus meurtrière au Tchad. Il représente plus de 25% de l'ensemble des consultations et enregistre un fort taux de mortalité variant entre 7 et 12 %. Selon les données du Comité national de contrôle des épidémies (CTNLE), sur les 943 040 tests de paludisme effectués entre le 1er janvier et le 13 septembre 2020, 571 258 cas ont été confirmés (60,5 %), avec 1 280 décès dans l'ensemble du pays. En plus de ces chiffres, il y a près de 1 140 000 cas de paludisme suspectés sur des symptômes cliniques mais qui n'ont pas été testés. Parmi ces cas suspects, 1 368 sont décédés. Au moins 350.000 cas confirmés d'infections au paludisme ont été recensés en 2021, dont 546 décès. Le pays s'est doté d'un Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) soutenu par la communauté internationale. A noter qu'à côté du paludisme, le Tchad a enregistré près de 30 000 cas de chikungunya enregistrés dans l'Est du pays depuis août 2020. Entre 90.000 et 13000 personnes vivaient avec le VIH au Tchad. Le taux de de prévalence serait entre 0,9 et 1,3 pour les populations de 15 à 49 ans. On estime à 49% les malades bénéficient de traitements antirétroviraux. Cependant près de 30% des personnes infectées ignorent leur statut sérologique. Dans le cadre de la lutte contre le VUH, le Tchad est soutenu par l'ONUSIDA qui y multiplie des campagnes de prévention et de dépistage. Pour ce qui concerne la tuberculose, le taux de prévalence 142,0 (par 100 000 personnes) en 2019 et 78 % des patients tuberculeux ont achevé leur traitement avec succès en fin 2019.

## 10. Social Protection and Labor

## Score du critère: 2.9

### 10.a. Social safety net programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

En juin 2015, le Tchad a ratifié les conventions de l'OIT relatives à la sécurité sociale et à la politique de l'emploi, les conventions n° 102 et 122 de l'OIT relatives à la norme minimale de sécurité sociale et à la politique de l'emploi.

Il a été créé la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (C.N.P.S) à travers une loi N° 07/66 du 04 mars 1966 portant Code du Travail et de la Prévoyance Sociale. Par cette loi, les prestations familiales, maternité et les risques d'accidents du travail et maladies professionnelles sont pris en compte. Cette loi est complétée par le décret N° 99/P-CSM/78 du 26/04/1978, portant régime d'assurance pensions. Ainsi, les risques-pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès sont couverts. A noter que la CNPS ne couvre pas l'écrasante majorité de la population qui travaille dans le secteur agro-sylvo-pastoral, par essence informel. Au **Tchad**, la **Couverture de Santé Universelle** (CSU) constitue une priorité de plus en plus marquée des autorités nationales. Les données disponibles, même parcellaires et limitées, montrent qu'à peu près 60.000 personnes bénéficient d'une **mutuelle** santé essentiellement dans le secteur privé.

Le gouvernement s'est doté depuis 2014 d'une stratégie globale de protection sociale ; il s'agit de la stratégie nationale de protection sociale (SNPS) accompagnée d'une stratégie nationale de couverture sanitaire universelle. Certains programmes de filets de sécurité. Tels que la mise en place du système national de filets sociaux destiné à aider directement 15 000 ménages pauvres et vulnérables des zones rurales et urbaines du Tchad, sont en cours. Ce programme accorde la priorité aux ménages pauvres avec des enfants de moins de 15 ans et des femmes enceintes. Enfin, il y'a lieu de signaler que les financements du programme sont insuffisants pour protéger la plupart des groupes pauvres et vulnérables.

Dans le cadre des mesures post Covid, 120 000 Franc CFA en une seule fois. C'est le montant que recevra chacune des 22 000 familles vulnérables ciblées dans la ville de N'Djamena. Objectif, les aider à faire face aux conséquences socioéconomiques de la pandémie du COVID -19. L'opération qui sera lancée aujourd'hui, 17 août 2021, est menée dans le cadre du Projet d'Appui aux Réfugiés et aux Communautés d'Accueil (PARCA) soutenu par la Banque Mondiale. Le montant global mobilisé pour cette aide financière est d'environ trois (3) milliards de nos francs CFA.

#### 10.b. Protection of basic labour standards

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

##### Notes du pays:

Le Tchad a ratifié les huit Conventions fondamentales (Conventions N° 29, 87, 98, 100, 102, 105, 111, 138, 182) du travail de l'OIT concernant la liberté d'association, le droit d'organisation et de négociation collective, l'élimination de la discrimination dans l'emploi et la profession, l'égalité de rémunération, l'abolition du travail des enfants, l'élimination du travail forcé ou obligatoire et à la norme minimale de sécurité sociale et à la politique de l'emploi. Cependant, ces conventions et lois sur les normes fondamentales du travail ne sont pas entièrement appliquées car la politique d'austérité budgétaire de l'Etat a beaucoup fragilisé les travailleurs tchadiens à travers des mesures unilatérales de réduction des indemnités et salaires, de fortes pressions sur les syndicats des travailleurs et d'entraves aux droits à la grève et à la manifestation.

Il n'y a pas eu de changements notoires depuis 2021 en raison du contexte de transition politique en cours.

#### 10.c. Labour market regulations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.0
Score révisé	2.0
Score de deuxième brouillon	2.0
Score final	2.0

##### Notes du pays:

Depuis Décembre 1996, le Tchad s'est doté d'un Code de travail est défini par la Loi no 38/PR/96 du 11 décembre 1996. Il définit les relations entre travailleurs et employés notamment les droits et devoirs. Ce code rend obligatoire l'affiliation au régime de sécurité sociale de tout travailleur recruté sur la base d'un

contrat de travail. Ce code fixe la durée hebdomadaire du travail à 39 heures, avec droits de congés annuels et le Smig à 60.000 FCFA. Le Code rend également obligatoire la classification de tous les travailleurs dans la convention collective (interprofessionnelle). Les salaires sont fixés à l'heure, à la journée ou au mois. L'employeur a toutefois la faculté d'appliquer toute forme de rémunération du travail aux pièces, à la tâche, au rendement qu'il juge utile pour la bonne marche de l'entreprise. Enfin le code garantit l'égalité de traitement pour tous les travailleurs quels que soient leur âge, leur sexe et leur statut. Aucun salaire ne peut être inférieur au SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) ou au SMAG (Salaire Minimum Agricole Garanti). Toutefois, l'application rigoureuse du code n'est pas garantie par le gouvernement. De nombreux travailleurs notamment dans le secteur de la sécurité civile /gardiennage ne sont pas déclarés et par conséquent ne bénéficient d'aucune protection sociale. Par ailleurs le relèvement du SMIG en 2011 à 60.000 FCFA a provoqué la précarisation du travail par le développement des contrats journaliers renouvelables et le travail non déclaré. Toutefois, l'application rigoureuse du code n'est pas garantie par le gouvernement. De nombreux travailleurs notamment dans le secteur de la sécurité civile /gardiennage ne sont pas déclarés et par conséquent ne bénéficient d'aucune protection sociale. De nombreux travailleurs actifs (par exemple, recyclage, travaux publics) ne bénéficient pas de couverture sociale.

Il n'y a pas de changements notoires depuis 2021 en raison du contexte de transition politique

#### 10.d. Community driven initiatives

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5
Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

#### Notes du pays:

Reconnaissant l'importance de la participation communautaire au développement, le Gouvernement Tchadien a mis en place des politiques et des programmes pour l'encourager. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de santé communautaire de 2014 et du Plan stratégique de santé communautaire 2015-2018 ainsi que dans le domaine de l'éducation le Gouvernement s'est attelé à prendre des mesures visant à accélérer l'amélioration des indicateurs de santé et d'éducation. D'autres initiatives à base communautaire existent également avec comme objectifs la sensibilisation et la lutte contre la dégradation des terres et la désertification avec notamment le reboisement, l'éducation environnementale, et le renforcement des capacités de la communauté. D'importantes ressources budgétaires ont été dégagées pour prendre en charge les salaires des enseignants communautaires

Dans le cadre de sa politique de développement humain, le gouvernement tchadien a favorisé l'approche communautaire. C'est ainsi que le pays s'est doté d'un Plan stratégique de santé communautaire 2015-2018, dérivé de la Stratégie nationale de santé communautaire de 2014 a été adopté pour accélérer

l'amélioration des indicateurs de santé. Il en est de même dans le domaine de l'éducation où les Communautés se sont organisées au départ pour répondre à l'absence de l'Etat dans le secteur suite aux années de conflits. Ainsi de nombreuses écoles communautaires furent. Ces écoles créées ainsi que leurs enseignants étaient entièrement à la charge des parents organisés en Association des Parents d'Elèves. Dans le cadre de la déclaration du forum mondial sur l'éducation à Dakar en Avril 2000, complétant la Déclaration de Jomtien en Thaïlande de 1990 pour une Education pour tous (EPT), et surtout depuis l'avènement du pétrole et d'importantes ressources budgétaires, le gouvernement s'est engagé à prendre en charge les salaires des enseignants communautaires, une mesure remise en cause depuis la baisse des cours de 2014. Ces écoles communautaires représentaient plus de 70% des élèves inscrits au fondamental au Tchad. Dans le domaine de l'environnement de nombreuses initiatives à base communautaire existent également avec comme objectifs la sensibilisation et la lutte contre la dégradation des terres et la désertification avec notamment le reboisement, l'éducation environnementale, le renforcement des capacités de la communauté.

Enfin il faut noter que le Tchad a opérationnalisé le budget citoyen qui permet de s'assurer que les enseignants payés par la fonction publique sont effectivement ceux présents dans les classes à l'intérieur du pays. Cette ouverture à tous les services sociaux de base constitue une innovation importante pour une plus grande implication des communautés dans le suivi des dépenses publiques.

#### 10.e. Pension and old age savings programs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Conscient de la précarité des travailleurs retraités, le gouvernement de transition a prévu d'importantes dotations budgétaires en faveur de la caisse des retraites des militaires et des civils pour permettre le départ à la retraite de nombreux fonctionnaires obligés de rester actifs faute de pouvoir bénéficier de pension de retraite. C'est ainsi que près de 100 généraux ont fait valoir leur droit à la retraite dans les conditions dignes. Il en est de même pour le cadres civils de la fonction civile.

Les pensions assurées par Caisse nationale des retraités du Tchad (CNRT) et une Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) qui couvrent la plupart des travailleurs du secteur formel : Fonctionnaires civils, militaires et travailleurs du secteur privé) offrent un certain niveau de sécurité du revenu à une partie de la population, y compris la plupart des personnes employées dans le secteur formel. Cependant, les programmes ne sont pas financièrement viables d'une génération à l'autre et peuvent fausser le fonctionnement efficace des marchés du travail en fournissant des incitations au retrait précoce de la population active. Les pensions et les systèmes d'épargne-vieillesse couvrent la plupart des travailleurs du secteur formel, offrent un certain accès au secteur informel et offrent une sécurité de revenu adéquate.

La viabilité budgétaire à long terme (multigénérationnelle) n'est cependant pas pleinement assurée et des stratégies efficaces pour étendre la protection de la vieillesse et de l'invalidité à tous les travailleurs en dehors du secteur formel n'ont pas été élaborées. Enfin il faut relever que la vie des retraités au Tchad n'est pas aisée en retard des irrégularités dans le paiement des pensions surtout pendant cette période d'austérité budgétaire et du mode de calcul qui ne favorise pas du tout les bénéficiaires.

Le code des pensions civiles et militaires de 1969 a été abrogé par la loi n° 017/PR/2001 du 31 décembre 2001 portant statut général de la Fonction publique qui relève l'âge d'admission à la retraite de 55 à 60 ans (article 127), tout en prévoyant des statuts particuliers (plus ou moins 5 ans par rapport à l'âge légal comme par exemple les magistrats (65 ans). Dans le secteur privé, l'admission à la retraite est régie par le décret n°1144/PR/PM/MFPT/2007 du 28 décembre 2007 portant relèvement de l'âge limite d'admission à la retraite dans le secteur privé au Tchad. Ce décret fixe l'âge de la retraite à 60 ans révolus. Toutefois, la retraite peut être anticipée si le travailleur, âgé de 55 ans. Pour bénéficier de la pension de retraites, le travailleur doit être obligatoirement immatriculé à la caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) depuis au moins 15 ans ; avoir effectué 60 mois d'assurance au cours des dix dernières années et cesser toute activité salariale La jouissance de la pension est immédiate, à compter de la date de la mise à la retraite. Dans le secteur privé, le salarié retraité a droit à une pension de vieillesse s'il remplit certaines conditions. Les pensions versées aux retraités fonctionnaires et salariés proviennent des retenus sur traitement et salaire ainsi que de la part patronale. Dans le privé, le taux de cotisations dues à la caisse nationale de prévoyance sociale par les employeurs et les travailleurs au titre des pensions de vieillesse, d'invalidité et de décès est respectivement fixé à 5% et 3,5 %. Il faut noter que les produits d'assurance retraite par capitalisation sont peu très développés au Tchad. Enfin il faut relever que la vie des retraités au Tchad n'est pas aisée en retard des irrégularités dans le paiement des pensions surtout pendant cette période d'austérité budgétaire et du mode de calcul qui ne favorise pas du tout les bénéficiaires.

## 11. Environmental Policies and Regulations

Score du critère: 4

### 11. Environmental Policies and Regulations

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

Le Tchad est un pays particulièrement vulnérable au changement climatique. Il est classé comme le 3ème pays le plus vulnérable sur 190 pays au niveau de l'indice de vulnérabilité climatique de ND-GAIN (2020). Le pays a ratifié la plupart des Accords internationaux sur le Changement Climatique et élaboré un certain nombre de documents stratégiques majeurs. Parmi ces documents figurent la CDN révisée de 2021 qui

prévoit la réduction cumulée des émissions des GES d'ici à 2030 à 88 350 kt CO<sub>2</sub>eq (mesures inconditionnelles et conditionnelles) avec un objectif d'atténuation global de 19,3 % par rapport au scénario de référence. L'investissement nécessaire à la mise en œuvre des actions d'atténuation de la CDN est estimé à 6 700,2 millions USD, 75% sont attendus des partenaires extérieurs. La vision du Tchad en matière de changement climatique se résume en ces termes : une économie diversifiée et résiliente aux changements climatiques s'inscrivant dans une trajectoire de développement moins émettrice des Gaz à Effet de Serre pour le bien-être de la population Tchadienne.

Des actions sont en cours pour la mobilisation de la finance climatique, notamment au niveau du Fonds Vert pour le Climat (FVC), du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et des fonds fiduciaires (fenêtre pour l'action climatique - CAW, TSF, Programme d'Accélération de l'Adaptation en Afrique - AAAP, etc.). En termes de croissance verte, la Banque veillera à ce que toutes les opérations prévues aient pour finalité une croissance socialement inclusive et un développement sobre en carbone, résilient, efficace en ressources, et qui maintient tout en accroissant les bénéfices de la biodiversité et des écosystèmes.

## (D) Public Sector Management and Institutions

Score du cluster: 2.958

### 12. Property Rights and Rule-based Governance

Score du critère: 2.5

#### 12.a. Legal basis for secure property and contract rights

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

Le droit de propriété au Tchad est fortement influencé par les traditions et coutumes ; ce qui explique les nombreux litiges incapables de trouver une solution acceptée par les parties devant les tribunaux. Le droit foncier est très obscur au Tchad. Pour ce qui est du droit moderne, le Tchad a adopté la loi n°24 du 22 juillet 1967 portant propriété foncière et droits coutumiers. Également une Loi relative à la propriété intellectuelle existe (Loi n° 005/PR/2003 du 2 mai 2003 portant Protection du Droit d'Auteur, des Droits

Voisins et des Expressions du Folklore). Il faut noter aussi que le Tchad a adhéré à de nombreux traités et conventions : · Traité de coopération en matière de brevets (24 janvier 1978) · Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (25 novembre 1971) · Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (26 septembre 1970) · Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (19 novembre 1963) Enfin, la Loi n°006/PR/2008 du 3 janvier 2008 portant Charte des investissements garantit en général les autres formes de propriété notamment celles liées aux activités économiques. Toutefois on note de nombreux conflits fonciers liés au manque de clarté des textes et l'absence d'un véritable cadastre. Aussi les faiblesses du système judiciaire ne garantissent pas toujours l'exercice du droit à la propriété au Tchad.

Le Code civil tchadien protège les droits de propriété immobilière. Depuis 2013, les propriétaires fonciers peuvent enregistrer les titres fonciers auprès du Guichet Unique pour les Affaires Foncières. Cependant, l'application de ces droits est difficile car une majorité de propriétaires fonciers n'ont pas de titre ou d'acte pour leur propriété. Selon la loi, toutes les terres pour lesquelles aucun titre n'existe sont la propriété du gouvernement et ne peuvent être cédées à une entité distincte que par décret présidentiel. Le gouvernement tchadien ne fournit pas de définitions et de protections claires des droits d'utilisation traditionnels des peuples autochtones, Les agriculteurs. Malgré des ressources limitées, les douaniers tchadiens font des efforts occasionnels pour faire respecter les lois sur le droit d'auteur, en saisissant et en brûlant normalement des médicaments, des CD et des téléphones portables contrefaits. Le Tchad ne suit pas et ne signale pas régulièrement les saisies de marchandises contrefaites. Occasionnellement, les autorités tchadiennes annonceront une telle saisie dans la presse locale. L'indice des droits de propriété -- qui mesure dans quelle mesure les lois d'un pays protègent les droits de propriété privée et dans quelle mesure son gouvernement applique ces lois -- montre qu'entre 2018 (25) et 2020 (32), le Tchad a enregistré des gains significatifs sur ce front. Pourtant, le pays est actuellement classé parmi les 6 derniers des pays africains. Le score actuel de 32 indique qu'il existe un faible degré de protection juridique de la propriété et de l'indépendance judiciaire.

Par à la dernière évaluation de 2021, la situation n'a pas évolué en raison du contexte politique de transition.

## 12.b. Predictability, transparency, and impartiality of laws affecting economic activity

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

### Notes du pays:

La sécurisation des affaires passe également par l'élaboration des législations sur les investissements, spécifiques à chaque pays. C'est ainsi que le Tchad est en ligne avec plusieurs législations internationales

comme la Charte des investissements, en Afrique centrale, transposée en droit interne des Etats membres. Ces règles sont destinées régir les relations entre un investisseur et les autorités publiques de l'Etat sur le territoire duquel il cherche à entreprendre son activité économique et ont, un aspect beaucoup plus fiscal que juridique. En sus de la charte de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale), le Tchad dispose de sa propre Charte sur les investissements, inspirée de la charte communautaire. S'ajoutent à cela des lois, décrets et ordonnances sur les différentes matières touchant le milieu d'affaire. Toutefois, malgré les garanties d'investissement prévues dans les différents textes de Loi au niveau international, communautaire et national, les investissements au Tchad demeurent rares. Le défaut de l'applicabilité des textes. Les faits pouvant illustrer cette discordance entre théorie et pratique sont légion et tout le monde y a droit (multinationale, petite association à but non lucratif, entrepreneur, etc).

Le système judiciaire tchadien statue sur les litiges commerciaux avec une capacité technique limitée. Le président tchadien nomme les juges sans confirmation de l'Assemblée nationale, et ainsi le pouvoir judiciaire peut être soumis à l'influence de l'exécutif. Le Gouvernement a également mis en place en 2018 un Observatoire des finances publiques (OFiP) pour mettre en œuvre les projets et publier des informations contribuant à la transparence dans la gestion des finances publiques. L'OTFiP est un cadre en ligne dédié à la diffusion des données de finances publiques et à l'opérationnalisation du Code de transparence et de bonne gouvernance. Ce code est une mise en œuvre de l'une des six directives de la CEMAC sur le nouveau cadre harmonisé de gestion des finances publiques. Les mesures ci-dessus semblent porter leurs fruits, bien que des défis. L'indépendance judiciaire, la transparence budgétaire, l'efficacité du cadre juridique pour contester les réglementations et la liberté de la presse ont toutes connu des améliorations.

### 12.c. Difficulty in obtaining business licenses

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

Créer une entreprise au Tchad est long et coûteux car cela demande huit procédures réalisables sur 58 jours à un coût de 172,3 % du revenu par habitant et un capital minimum de 26% du revenu par habitant. (Source Banque mondiale). Le Tchad s'est doté d'une Agence nationale d'investissements et d'exportation (ANIE) et d'un Centre de formalités des entreprises (CFE) sans que cela se traduise réellement par des facilités pour l'obtention des licences et agréments. L'ANIE est un guichet unique pour le dépôt des formulaires juridiques nécessaires à la création d'une entreprise. Le processus

prend officiellement 72 heures et constitue la seule exigence légale pour l'investissement. Il y a un prétexte pour la corruption car l'enregistrement des entreprises en ligne n'est pas encore disponible. Dans la pratique l'administration multiplie les obstacles pour pouvoir faire payer aux opérateurs économiques qui sollicitent les licences. Pour rappel le Décret 10 -743- 2010 -09 -16 PR/PM/MC portant procédures administratives de création d'entreprise définit dans son chapitre III les conditions d'exercices des activités soumises à l'obtention préalable d'une licence. Souvent aussi des individus présents dans un secteur d'activité donné tentent d'influencer les décisions de l'administration afin de disposer le plus longtemps de situations de monopole ou de limiter la concurrence.

La situation n'a pas évolué par rapport à 2021 en raison du contexte politique de transition depuis avril 2021.

#### 12.d. Crime and violence as an impediment to economic activity

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

En matière de criminalité, le Tchad est classé en haut du podium avec indice de criminalité de 76,47/100 (<https://fr.numbeo.com/criminalit%C3%A9/pays/Tchad>). En effet le Tchad est entouré de pays confrontés à la violence (Nigéria, Cameroun Niger, RCA, Soudan, Libye). Aussi au plan interne les tensions sont permanentes entre agriculteurs et éleveurs se soldant par des affrontements meurtriers. Enfin, les modes de règlements des conflits sociaux au Tchad passent en général par des armes, ce qui complique le dialogue social et la paix. Le Tchad est perçu comme un pays violent, étant classé au 47ème rang africain sur 54 pays dans l'Indice Mo Ibrahim de 2020. L'expansion de la secte Boko Haram dans la région du Lac Tchad, "poumon économique transfrontalier" a eu des conséquences dommageables sur les activités économiques. Le commerce transfrontalier de bétail sur pieds, activité majeure au Tchad est fortement entravé et se traduit par d'importants stocks de bétail et une détérioration du revenu des éleveurs. De même l'incapacité de l'Etat à rendre la justice et les traditions ancestrales qui banalisent le meurtre et les assassinats (paiement de la Dya) en règlements de compte sont devenus très fréquents au Tchad, avec l'avènement de la crise économique depuis 2015. Néanmoins il faut relever qu'en 2018 le Tchad a adopté une loi portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme au Tchad. L'objectif est de renforcer les acquis juridiques, puis apporter des mesures supplémentaires visant à prévenir, combattre et réprimer efficacement ces deux infractions dans le pays. Les conditions socio-économiques déclenchent parfois des manifestations et des protestations contre le gouvernement. Dans la plupart des cas, le gouvernement a soit refusé les autorisations de manifestations, soit les a réprimées en utilisant des gaz lacrymogènes, arrêtant les participants et les organisateurs. Les organisations régionales extrémistes violentes continuent de menacer les intérêts tchadiens et occidentaux. La violence de Boko Haram a étouffé des routes commerciales vitales avec le Nigeria et la route entre N'Djamena et Douala, au Cameroun, le principal port desservant le Tchad. Cela a augmenté les coûts des importations

et diminué les exportations en raison de la fermeture des frontières. Bien que les taux d'homicides aient diminué entre 2018 et 2019, la mesure dans laquelle le crime organisé (racket mafieux, extorsion) impose des coûts aux entreprises a augmenté au cours de la période. Il n'y a pas eu d'amélioration du score sur la fréquence et la gravité des attaques terroristes, mais la confiance du public dans la capacité de la police à faire respecter la loi et l'ordre a augmenté au cours de la période 2018-2019. En termes de sécurité et de sûreté, le Tchad se classe régulièrement dans le centile de 20 % à l'échelle mondiale.

### 13. Quality of Budgetary and Financial Management

Score du critère: 3.375

#### 13.a. Comprehensive and credible budget

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

**Dans le cadre de la coopération avec le FMI, le pays a adopté divers instruments et d'un cadre institutionnel approprié, la qualité de la gestion des finances publiques est en constante amélioration.** L'atteinte de la conformité à l'Initiative de transparence dans les Industries extractives (ITIE), la Stratégie de développement et de modernisation de la gestion des finances publiques (SDMFP) 2013-2021, le Programme d'appui pour la modernisation des finances publiques (PAMFIP), dont la dernière mise à jour couvre la période 2017-2021, notamment la réforme de la TVA, étaient censées permettre la transparence dans la gestion des finances publiques et assurer un meilleur contrôle des dépenses et des recettes, ainsi que leur utilisation optimale au profit du développement économique et social. Il ya lieu de noter aussi le vaste programme d'information complète de la chaîne de dépenses, soutenu par le Rwanda qui vise à sécuriser la chaîne des dépenses et assurer l'effectivité de la dépense. Le recensement biométrique du personnel civil de l'administration a permis d'assainir le fichier de la solde. Tout dernièrement (le 5 septembre 2023) le gouvernement a adopté et transmis au Conseil national de transition (CNT) les Lois de règlement pour les années 2014-2020, avec des comptes certifiés par l'avis de confirmité de la Cour suprême. En effet, le Tchad s'est inscrit dans une dynamique positive pour un alignement sur les directives budgétaires de la CEMAC. le pays a fait de gros efforts pour un budget conforme au standard international. Le budget citoyen opérationnel a permis au pays de rationaliser les dépenses publiques, notamment dans le secteur de l'éducation. Enfin, l'information budgétaire est désormais disponible sur le site du Ministère des Finances ([finances.gouv.td](http://finances.gouv.td))

### 13.b. Effective financial management systems

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

La qualité de la gestion budgétaire s'est améliorée avec la maintien du Ministre des finances en poste après le décès du Président Maréchal Idriss Deby Itno, dans un environnement marqué surtout par la forte mobilité des membres du gouvernement, notamment du département des finances. L'information en cours de la chaîne des dépenses. La loi de finances est détaillée par nature et par fonction, c'est à dire entre les dépenses courantes et d'investissement et ventilées en dépenses sectorielles. Quant aux recettes, elles sont également ventilées par nature d'impôts et par sources (internes et externes). Le Tchad, pays membre de la CEMAC, suit la nomenclature communautaire comme les autres pays membres. Le Rapport sur la Loi de finances 2023, transmise à la Commission des finances du Conseil national de transition (organe exécutif) a reçu en décembre 2022 le projet de Loi de finances 2023, accompagné de toutes annexes nécessaires à l'examen, accompagné d'un état d'exécution des dépenses de l'année antérieure, 2022. Il faut noter que ceci est un progrès majeur au Tchad qui avait des difficultés à produire les Etats d'exécution et les lois de règlement.

### 13.c. Timely and accurate fiscal reporting

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Le gouvernement de transition a fait un progrès énorme en soumettant au parlement de transition les lois de règlement de 2014 à 2020. Ces comptes ont reçu la certification de la cour suprême à travers la chambre des comptes. Ce progrès a été salué par l'ensemble des partenaires financiers du Tchad. On se souvient que face aux difficultés budgétaires, le TCHAD avait supprimé la Cour des comptes pour la

ramener en chambre des comptes auprès de la Cour suprême. Toutefois, les assises nationales ont recommandé cette séparation pour permettre au pays de s'aligner sur les normes communautaires de la CEMAC. Par ailleurs, la production régulière d'état d'exécution des dépenses, facilitée par l'informatisation de la chaîne des dépenses, est un progrès au Tchad, où l'accès à l'information financière était particulièrement difficile même pour les partenaires au développement. En toute objectivité, le gouvernement de transition a marqué une rupture avec le passé.

#### 13.d. Clear and balanced assignment of expenditures and revenues to each level of government

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

Le système budgétaire tchadien reste très centralisé. En effet le Tchad est subdivisé en 23 provinces et 107 départements. Malheureusement la décontraction et la décentralisation budgétaire ne sont pas encore d'actualité au Tchad en raison certainement des enjeux sécuritaires. Tant au niveau des recettes que des revenus, le gouvernement central est en charge la gestion budgétaire. Aussi le système ne permet pas de retracer avec sincérité les recettes propres des entités autonomes comme les universités, les hopitaux et autres structures à personnalité juridique autonome. Enfin, toujours dans un contexte sécuritaire, les crédits budgétaires alloués aux départements sectoriels ne sont pas toujours garantis au Tchad et font l'objet de coupes budgétaires pour faire face aux urgences sécuritaires. Avec l'information en cours au ministère des finances, la garantie de suivie efficace des dépenses au niveau déconcentré et décentralisé permettra à coup sûr d'améliorer l'efficacité du suivi budgétaire pour une gestion budgétaire plus rationnelle au niveau déconcentré et décentralisé et par conséquent les transferts de dépenses.

## 14. Efficiency of Revenue Mobilization

Score du critère: 3.25

#### 14.a. Tax policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.5
Score révisé	3.5

Score de deuxième brouillon	3.5
Score final	3.5

#### Notes du pays:

La forte augmentation des revenus pétroliers de 68% en 2023 par rapport à 2022 n'a pas permis de réaliser les ambitions du département des finances quant à l'amélioration des administrations fiscales. En effet les recettes fiscales hors pétrole ont augmenté de 11% seulement. Au Tchad les recettes proviennent essentiellement de la Direction générale des services des impôts pour 79%, suivie de la Direction du Trésor, des douanes et des domaines. Le système d'impôt tchadien est régi par trois régimes : le régime du réel d'imposition, le régime simplifié d'imposition (RSI), le régime de l'impôt général libérateur (IGL). Les impôts sur les bénéfices des sociétés (50%) constituent la principale source de recettes fiscales au Tchad, suivis des impôts sur les biens et services autres que la TVA. Le pays s'est doté d'un système intégré de gestion des impôts nommé la eTAX avec un module de télépaiement afin d'améliorer l'information fiscale et surtout le rendement de la TVA. Enfin, il y'a de noter une plateforme de dialogue entre les administrations fiscales et les contribuables, notamment le secteur privé et surtout un comité ad hoc d'arbitrage placé sous la haute autorité du chef de l'Etat pour résoudre à l'amiable les contentieux fiscaux concernant les entreprises étrangères.

#### 14.b. Tax administration

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Sur une longue période l'administration fiscale est restée inefficace, au regard du taux de pression fiscale structurellement en dessous de 10% du PIB. Le Tchad reçoit de nombreuses missions d'assistance technique, notamment du FMI en vue d'améliorer la performance de son administration fiscale. A la faveur de la transition politique entamée depuis avril 2021, le pays s'est engagé dans un vaste programme d'informatisation qui vise à améliorer la performance de l'administration fiscale. Des récentes mesures prises comme le paiement des impôts directement auprès des banques locales et plus tard le télépaiement permettront d'améliorer les recettes. Une des faiblesses de cette administration est la qualité moyenne des ressources humaines. En effet les services fiscaux tchadiens ont trop recours au redressement sans possibilité de justifier les bases de ces opérations. A ce jour le pays n'a pas bénéficié de TADAT. Les contentieux fiscaux sont courants et les possibilités de recours favorisent la corruption et la

perdition des recettes fiscales.

Le Tchad a beaucoup évolué avec l'assistance technique du RWANDA. les impôts sont payés directement sur les comptes bancairesauprès des banques privées de la place. le etax est opérationnel pour les entreprises du secteur formel. ces progrès expiquent la note à 3.

## 15. Quality of Public Administration

Score du critère: 2.667

### 15.a. Policy coordination and responsiveness

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

Depuis la mort du Président Deby et le retour comme chef du Gouvernement d'un ancien premier ministre expérimenté, l'administration tchadienne a vraiment changé de méthode. En effet les pleins pouvoirs accordés au nouveau premier ministre a permis de définir clairement les rôles et compétences de chaque département. Même si dans sa structure, l'administration tchadienne demeure la même, on note une nette responsabilisation des services. Dans chaque département les actions sont réalisées et suivies suivant un plan sectoriel ou une lettre de politique sectorielle. La gestion efficace des ressources budgétaires dans un contexte de priorités données au secteur de la santé (Covid) et à la transition politique (organisation du dialogue national et des élections) les administrations tchadiennes sont devenues plus regardantes sur les ressources et les activités. On note par ailleurs une ascendance de l'administration officielle sur les autres administrations informelles, notamment coutumières représentées par les chefferies traditionnelles et autres.

La situation n'a pas évolué par rapport à 2021, en raison du contexte de transition politique

### 15.b. Service delivery and operational efficiency

Type de score	Valeur
---------------	--------

Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Le Tchad est classé au 167ème rang/180 de l'indice de corruption de transparency international en 2023. C'est dire que la corruption constitue un obstacle majeur à l'efficacité des dépenses publiques au Tchad. Conscient de cette faiblesse, le Ministère des finances a fait de l'informatisation de la chaîne des dépenses, une priorité stratégique, soutenue par le Rwanda et suivie de près par le chef de l'Etat. Cette informatisation vise à garantir l'effectivité de la dépenses, à renforcer le contrôle à priori, pendant et à postérieur sur toute la chaîne de la dépense publique (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement) en respect de la discipline et du plan budgétaire, assurer un contrôle efficace de la Loi de Règlement par l'Assemblée Nationale pour constater les résultats de l'exécution budgétaire par rapport aux prévisions des autorisations budgétaires et nous améliorer pour des résultats futurs, effectuer un contrôle efficace sur les terrains pour constater de visu la réalité effective de la dépense publique. Pour rappel, le gouvernement a transmis au Conseil national de transition, organe législatif de la transition, les projets de lois de règlements de 2014 à 2020. Il faut reconnaître que l'avènement de la transition a constitué une rupture avec le passé, la rigueur budgétaire étant prônée avec les leçons tirées de la crise budgétaire des années antérieures.

#### 15.c. Merit and ethics

Type de score	Valeur
Score de brouillon	2.5
Score révisé	2.5
Score de deuxième brouillon	2.5
Score final	2.5

#### Notes du pays:

Le Premier ministre de transition, par un arrêté signé ce 23 janvier 2023, a mis en place une commission chargée de procéder au recensement physique et biométrique de tout le personnel civil et contractuel de l'Etat. Cette commission est composée d'un comité de pilotage, d'un comité technique et des équipes opérationnelles de contrôle. Par ailleurs, il a été demandé à l'Office national des Examens et Concours du Supérieur est instruit d'authentifier gratuitement les diplômes des agents concernés par ce recensement et avec la plus grande rigueur. Cet engagement est la preuve que la fonction publique tchadienne est au cœur des préoccupations du gouvernement, car de très qualité, productivité et gangrenée par le

népotisme et la corruption. Il n'existe aucun critère objectif de promotion. Toutefois avec l'avènement de la transition, on a assisté à la promotion de nombreux cadres jugés compétents et certains maintenus dans leur fonction en raison de leur efficacité. La dépolitisation de la fonction tchadienne est un long chemin intimement lié aux avancées démocratiques en cours.

#### 15.d. Pay adequacy and management of the wage bill

*Aucune donnée de score disponible pour ce sous-critère.*

### 16. Transparency, Accountability, and Corruption in the Public Sector

**Score du critère: 3**

#### 16.a. Accountability of the executive to oversight institutions

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

#### Notes du pays:

Malgré de nombreux instruments juridiques et conventions internationales contre la corruption ratifiés par le pays, le Tchad est classé parmi les pays les plus corrompus, selon l'ONG Transparency international, qui classe le Tchad au 167ème rang/180. Pour rappel en 2018, le gouvernement avait rétrogradé la Cour des comptes en chambre de compte lors de la première révision constitutionnelle de 2018 ayant donné lieu à la quatrième république. En 2020, lors de la deuxième révision, le gouvernement est revenu sur cette mesure en ramenant la Chambre des comptes en Cour des comptes pour se conformer aux directions de la CEMAC. Pour changer cette mauvaise image, les autorités de la transition ont, par ordonnance, créé une autorité indépendante de lutte contre la corruption. Celle-ci, qui remplace l'ancienne Inspection générale d'État (IGE), a pour mission de bannir les mauvaises pratiques administratives et d'aider les investisseurs à s'implanter au Tchad.

un fait majeur au Tchad a été la soumission au parlement des lois de règlement 2014 - 2020, avec le quitus de la cour des comptes. l'information de la chaine de dépenses a permis d'assainir le fichier de la solde plombé par de nombreuses perfections qui permettaient à certains agents de toucher plusieurs salaires. Aussi l'audit des arriérés inéteriours, financé par la Banque, a permis de découvrir de nombreuses dépenses non justifiées. enfin le nouveau régime a pris des sanctions contre des auteurs des fraudes, un fait nouveau dans l'environnement tchadien.

## 16.b. Access of civil society to information on public affairs

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

### Notes du pays:

Au Tchad, la société civile constitue un véritable contre-pouvoir à l'action gouvernementale. En effet, l'affaiblissement des partis politiques au temps de l'ancien régime du père Deby s'est accompagné d'un renforcement des organisations de la société civile qui jouent en réalité le rôle de contre-pouvoirs. Presque tous les partenaires au développement du pays ont fait de la société civile un acteur majeur du dialogue sur la coopération avec le pays. La Banque rencontre systématiquement la société civile tchadienne lors de toutes les missions de projet et de dialogue. L'Union européenne a élaboré une feuille de route pour l'engagement avec la société civile 2018-2020. Conscient de l'importance de la société civile pour l'efficacité de la gestion publique, le gouvernement a mis en place un observateur tchadien des finances publiques un budget citoyen. Le budget citoyen permet de ne payer que des fonctionnaires dont la présence effective sur le terrain est attestée par la communauté des usagers. Dans tous les secteurs de l'économie (santé, éducation, justice, etc.) les organisations de la société civile s'organisent pour servir de pont entre les administrations et les citoyens. Conscient de ce rôle, le gouvernement a pris des mesures pour une large diffusion de l'information économique et financière à travers l'observatoire tchadien des finances publiques ([www.observatoire.td](http://www.observatoire.td)). L'accès à l'information est de plus en plus garanti par la transition qui, il faut le noter, a produit et validé par la Cour suprême les lois de règlement de 2014-2020.

La création d'un observatoire tchadien des finances publiques permet d'accéder facilement à une quantité importante d'informations. Aussi le Tchad a amélioré la qualité des services statistiques de l'INSEED qui a un site internet très fourni. Enfin le site du Ministère des finances. La piste d'amélioration est le renforcement des capacités des organisations de la société civile pour une meilleure appropriation de l'information économique.

## 16.c. State captured by narrow vested interests

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

### Notes du pays:

De par son organisation sociale, le Tchad est un pays composé de groupes d'intérêts économiques et politiques, basés par l'origine géographique, l'appartenance ethnique, la religion et l'affiliation politique. Comme la plupart des économies africaines dominées par les ressources naturelles, le Tchad est une économie de rentes où des groupes d'intérêt politico-militaires dominent les secteurs porteurs de l'économie. Il y a lieu de noter également la présence très forte des pouvoirs traditionnels qui ont un poids électoral immense pendant les périodes d'élection. Toutefois avec la mort du Président DEBY, le Tchad vit une transformation structurelle, de nouveaux pouvoirs tendant à surclasser les anciens. Même si le fils a remplacé le père, les amis du fils ne sont pas les amis du père. De nombreux barons du parti au pouvoir, très proches du défunt père Président, ont été surclassés de la vie politique. Enfin, la vigilance de plus en plus forte des partenaires au développement et de la société civile est de nature à affaiblir les pouvoirs des groupes d'intérêt. C'est le cas des contrats internationaux pour lesquels la transparence s'améliore de jours en jours. Le gouvernement de la transition a tout mis en oeuvre pour assurer la participation de toutes les couches sociales au dialogue pour un Tchad nouveau plus égalitaire et démocratique. La piste d'amélioration est la transparence dans les procédures de passation des marchés publics et la rigueur des marchés de gré à gré traités dans les cas d'urgence. Et aussi faire des paiements bancaires obligatoires la règle pour tous les paiements de l'Etat.

## (E) Infrastructure and Regional Integration

Score du cluster: 3.75

### 17. Infrastructure Development

Score du critère: 4

#### 17.a. Sector strategy/policy

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

### Notes du pays:

La faible disponibilité en infrastructures économiques (routes, transports, énergies, TIC, eau, agriculture, etc.) est une principale caractéristique de l'économie tchadienne et explique largement les coûts élevés de production et la faible intégration régionale de l'économie tchadienne. La transformation structurelle de l'économie tchadienne par la diversification économique, placée au cœur de la Vision 2023 le Tchad que nous voulons, a amené le gouvernement à faire du développement des infrastructures le levier prioritaire des plans nationaux de développement (PND). C'est ainsi qu'il existe pratiquement pour tous les secteurs des plans et stratégies nationaux sectoriels. On note ainsi une stratégie de développement du secteur des transports 2011-2020 assorti d'un plan sectoriel spécifique au transport en milieu rural. En aout 2020, le gouvernement a adopté une Lettre de politique de l'énergie associée à un plan de développement des énergies renouvelables et de la bioénergie. Dans le secteur du numérique, le gouvernement a adopté un plan stratégique de développement du numérique 2020-2030. Dans le secteur de l'eau, le pays s'est doté d'un schéma directeur de l'eau depuis 2003 dont les déclinaisons sectorielles sont régulièrement mises à jour. Le déficit d'infrastructure de base constitue un lourd handicap pour l'économie tchadienne, le pays étant classé au 51ème rang / 54 pays africains avec un score de 7,838/100 en 2020 dans l'indice de développement des infrastructures de la BAD. Ce rang global se reflète sur les rangs sectoriels dans les secteurs de l'électricité (53ème), des transports (53ème), des NTICs (51ème).

Avec le retour d'une politique budgétaire en ligne avec les standards internationaux, le Tchad a prévu d'investir massivement dans les infrastructures, avec le soutien des partenaires au développement, dont la Banque. Dans la Loi de finances 2023, les dépenses d'investissement sont passées à 567 milliards FCFA contre 360,7 milliards FCFA en 2022 soit une augmentation de 206,5 milliards FCFA.

#### 17.b. Legal and regulatory frameworks for infrastructure

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

Le pays s'est doté d'un arsenal de textes, certes insuffisant, mais réel : Décret PR/PM/SGG 03-503 du 25 décembre 2003 portant Code des marchés publics (antérieur au Règlement du 11 décembre 2009 portant sur les marchés publics de la zone CEMAC) Comme principales lois sectorielles applicables on retient : Règlement n°06/09/UEAC-201-CM-20 du 11 décembre 2009 portant procédures de passation, d'exécution et règlement des marchés publics de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale ; Loi n°006/PR/2008 instituant la Charte des investissements de la République du Tchad (CI) ; Loi n°08/PR/2016 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques. Le Décret 11 529 2011 06 01 PR/PM/MCD Décret portant création et attributions des Services des Collectivités territoriales décentralisées, fixe la répartition des rôles entre le gouvernement central et les collectivités territoriales dans la gestion des infrastructures (transport, Génie civil, environnement, eau/assainissement, urbanisme et domaines). Pour ce qui est de télécommunications, la loi N° 009/PR/98

portant sur les télécommunications a pour but de déterminer les modalités d'installation et d'exploitation de l'ensemble des activités de Télécommunications, d'assurer une concurrence effective et loyale entre les différents Opérateurs de télécommunications dans l'intérêt des utilisateurs et de veiller à ce que les activités de Télécommunications soient réglementées de manière efficace, transparente et impartiale.

L'ordonnance N°06/PR/2017 constitue le dispositif juridique du partenariat public-privé en République du Tchad et définit le partenariat public-privé comme une forme de collaboration qui associe l'autorité publique et une entité privée dans le but de fournir des biens ou des services au public.

Oui le Tchad a mis en place une autorité de régulation des marchés publics devenue fonctionnelle en 2019. Les commissions ministérielles de passation de marchés publics sont opérationnelles. Le Tchad a élaboré un nouveau code des marchés publics avec l'assistance de la BAD. Présentement une relecture de ce nouveau code de marché est en cours et la Banque est très impliquée. Deux nouveaux décrets (N° 2499 et 2500) en date du 21 décembre 2020 ont été publiés. Le cadre législatif et réglementaire des marchés publics est principalement régi par le décret n° 002130/PR/3020 du 15 octobre 2020 portant code des marchés publics (CMP). Ce code fixe les règles applicables à la préparation, la passation, l'exécution, le contrôle et la régulation des marchés publics. Le CMP est fondé sur des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement et de transparence des procédures. Il est applicable à toutes les acquisitions financées sur le budget national aussi bien au niveau central que local (y compris les conventions de délégation des services publics) à l'exception de certains marchés spéciaux, les produits pétroliers et les petits marchés.

Dans le secteur de l'énergie de nombreux textes juridiques ont été pris dont le plus récent est la Loi 036/PR 2019, relative au secteur de l'électricité au Tchad.

Loi N°036/PR/201947 relative au secteur de l'énergie au Tchad.

Loi N° /PR/2014 portant ratification de l'Ordonnance N°009/PR/2013 du 19 Août 2013 portant création d'une agence pour le développement des énergies renouvelables au Tchad (ADER-TCHAD).

Décret N° 281/PR/PM/2011 du 15 avril 2011 par lequel la Société Nationale d'Électricité SNE est désignée « Exploitant Principal » délégataire du service public de l'énergie électrique.

Arrêté N° 3951/PR/PM/MCI du 20 Août 2012 qui fixe les nouveaux tarifs de l'électricité produite et distribuée par la SNE en République du Tchad

Libéralisation du Secteur de l'électricité : L'article 26 de la loi N°036/PR/2019 relative au secteur de l'énergie au Tchad,

Le cadre réglementaire et contractuel pour les Producteurs Indépendants : Le cadre réglementaire et concurrentiel pour les producteurs indépendants de l'énergie est régi par le titre VII de la loi 036/PR/2019 relative au secteur de l'énergie au Tchad intitulé : de la concurrence et du marché de l'électricité et ses articles 92 et 93.

Code réseau de transport et autres dispositions pour l'accès des tiers au réseau électrique : Loi 036/PR/2019 précise que le service public de l'électricité comprend la production, le transport, la distribution, la conduite, l'importation, l'exportation et la vente de l'énergie électrique.

#### 17.c. Public resource management and accountability in the infrastructure sector

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

Le gouvernement tchadien, à travers une stricte application du code des marchés publics et la modernisation de la chaîne des dépenses publiques, entend rationaliser les dépenses d'investissement pour garantir l'effectivité de la dépense. L'information complète de la chaîne des dépenses et le renforcement des contrôles par l'inspection générale des finances, dans le cadre du budget citoyen, ont montré des résultats positifs. A la faveur d'importantes recettes pétrolières engragées depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le Tchad a fortement augmenté ses dépenses d'investissement. Pour ce qui est des dépenses financées sur ressources extérieures, le Tchad a également mis auprès du Ministère en charge de l'économie une plateforme électronique de suivi des dépenses et des contrats de performance avec les unités de gestion des projets sont désormais demandés par presque tous les bailleurs. Pour ce qui est de la Banque à noter que le Pont sur le Logone sera inauguré d'ici la fin de l'année. des grands projets comme la Dorsale transaharienne et la Route transsaharienne sont également encore de réalisation. Les travaux de construction de la centrale solaire de djermaya sera également lancée d'ici la fin de l'année.

## 18. Regional Integration

Score du critère: 3.5

### 18.a. Movement of persons and labor and right of establishment

Type de score	Valeur
Score de brouillon	4.0
Score révisé	4.0
Score de deuxième brouillon	4.0
Score final	4.0

#### Notes du pays:

Le Tchad est un champion de l'intégration régionale au sein de la CEMAC, ayant toujours défendu la libre circulation des personnes et des biens.

A ce jour, le Tchad n'a pas encore ratifié à ce jour, le Traité instituant la Communauté Économique Africaine relatif à la libre circulation des personnes, le droit de résidence et le droit d'établissement (Protocole de libre circulation de l'UA) adopté en 2018. En revanche, le Tchad a ratifié les accords de la zone de libre-échange continental (ZLECAF). Pour rappel c'est sous la présidence du Maréchal DEBY, que la CEMAC a instauré en décembre 2017 la libre circulation des personnes et des biens au sein de la Communauté, surmontant la réticence de la Guinée équatoriale et du Gabon. Le Tchad s'est engagé également dans le respect des règles communautaires en facilitant l'installation sur son territoire aux ressortissants de la CEMAC. Désormais il n'est demandé qu'un simple passeport biométrique ou d'une simple carte d'identité sécurisée pour limiter les mouvements de personnes suspectes (risques terroristes), pour des séjours ne dépassant pas trois mois. Aucune limitation quantitative n'est faite pour les travailleurs immigrés très sollicités dans le secteur pétrolier, en raison de la main d'œuvre nationale qualifiée limitée. Plus récemment le Tchad a adopté l'exemption de visa d'entrée pour les pays membres du G5 Sahel.

Le Tchad a volontairement ouvert ses frontières aux réfugiés soudanais. A fin septembre, le Tchad accueillait plus d'un million de réfugiés dont près de 500.000 soudanais. Le Tchad a été félicité par toutes les institutions internationales dédiées (HCR, OIM, ONU) pour sa politique d'accueil des réfugiés. Bien sûr pour des raisons de sécurité, il faut surveiller certaines frontières sensibles comme la RCA et la Libye deux pays connus pour leur addiction à la guerre civile.

### 18.b. Regional financial integration

Type de score	Valeur
Score de brouillon	3.0
Score révisé	3.0
Score de deuxième brouillon	3.0
Score final	3.0

**Notes du pays:**

Pays membre de la CEMAC, le système financier tchadien est tout naturellement intégré à cette de la communauté régionale, une intégration renforcée par l'arrivée de Banques filiales de groupes régionaux ou continentaux. En 2021, Le système bancaire tchadien est constitué de 8 Banques commerciales (BCC, CBT, UBA, ECOBANK, Société Générale du Tchad – SGT, ORABANK, Banque agricole et commerciale et la BSIC). Pour rappel le Tchad bénéficie du dynamisme de la région dans le développement du marché financier. En effet, la décision prise le 31 octobre à N'Djamena au Tchad, par les chefs d'Etat de la CEMAC, de fusionner la Douala Stock Exchange et la Bourses des valeurs mobilières de l'Afrique centrale, palie aux faiblesses du marché intérieur qui ne dispose pas de marché secondaire de dette. Pour rappel conformément aux règles communautaires, le Tchad n'impose aucune restriction aux mouvements de capitaux. En application de l'Acte Acte Additionnel 01/13-CEMAC-070 U-CCE-SE du 25 juin 2013, tous les Etats de la CEMAC ont matérialisé en octobre 2017, à travers une circulaire, la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes.

D'accord avec la note proposée.